**CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE
DES MASSEURS KINESITHERAPEUTES DE MIDI-PYRENEES**

N° 2014 / 31-008

fd/fd

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORDRE
DES MASSEURS KINESITHERAPEUTES
DE LA HAUTE-GARONNE
C/ M. A.

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Audience du 17 juin 2015

Décision rendue publique le 1^{er} juillet 2015

La Chambre disciplinaire de première instance
de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes
de Midi-Pyrénées

Vu, enregistré le 13 octobre 2014, au greffe de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes de Midi-Pyrénées, le procès-verbal du 7 octobre 2014, par lequel le conseil départemental de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes de la Haute-Garonne, réuni en séance plénière, a décidé de porter plainte à l'encontre de M. A., masseur-kinésithérapeute inscrit au tableau des praticiens de l'ordre de la Haute-Garonne depuis le 14 décembre 2010 ;

Le conseil départemental de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes de la Haute-Garonne expose que :

- le Président de la section des assurances sociales de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes d'Aquitaine lui a transmis par un courrier du 12 mai 2014, la décision rendue par cette chambre à l'encontre de M. A., aux termes de laquelle M. A. se voyait interdit de dispenser des soins aux assurés sociaux pendant une durée d'un an et condamné à verser 61.510,21€ à la CPAM de Bayonne.

- M. A. n'a pas fait appel de cette décision basée sur plusieurs griefs :

- avoir facturé grâce à l'utilisation de cartes d'autres professionnels, des actes alors qu'il se trouvait interdit d'exercer du fait d'une décision de la section des assurances sociales du conseil national de l'ordre des médecins, du 6 mai 2012, l'ayant interdit de donner des soins aux assurés sociaux pendant 4 mois.

- avoir facturé à tort, tantôt en utilisant sa carte, tantôt celle d'un autre professionnel, des actes de masso-kinésithérapie ou des indemnités forfaitaires pour des soins ne faisant pas l'objet de prescriptions médicales ou pour des périodes allant au-delà de la prescription ou pour un nombre de prestations supérieur à celui prescrit ou dans des conditions donnant lieu à des majorations ou indemnisations ne résultant pas de la prescription.

- avoir facturé des actes fictifs ou procédé à une double facturation ;

- ces faits reprochés à M. A. et constatés par cette décision devenue définitive, sont constitutifs d'un manquement évident au devoir de probité prescrit par l'article L. 4321-14 du code de la santé publique, d'un manquement à l'article R. 4321-77 du code de la déontologie selon lequel « toute fraude, abus de cotation, indication inexacte des actes effectués ou des honoraires perçus (...) sont interdits », alors que

par ailleurs M. A. a déjà fait l'objet de plusieurs condamnations, aussi bien par la section des assurances sociales du conseil national de l'ordre des médecins que par la chambre disciplinaire du conseil régional de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes de Midi-Pyrénées ;

Vu la mise en demeure faite le 2 décembre 2014 à M. A. de produire ses observations en défense ;

Vu l'ordonnance, en date du 15 janvier 2015 portant clôture de l'instruction au 10 février 2015 ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 17 juin 2015 :

- le rapport de M. Lacombe,

Considérant qu'aux termes de l'article L. 4124-6 du code de la santé publique : « Les peines disciplinaires que la chambre disciplinaire de première instance peut appliquer sont les suivantes : 1° L'avertissement ; 2° Le blâme ; 3° L'interdiction temporaire avec ou sans sursis ou l'interdiction permanente d'exercer une, plusieurs ou la totalité des fonctions de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, conférées ou rétribuées par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics, les établissements reconnus d'utilité publique ou des mêmes fonctions accomplies en application des lois sociales ; 4° L'interdiction temporaire d'exercer avec ou sans sursis ; cette interdiction ne pouvant excéder trois années ; 5° La radiation du tableau de l'ordre. Les deux premières de ces peines comportent, en outre, la privation du droit de faire partie du conseil départemental, du conseil régional ou du conseil interrégional et du conseil national, de la chambre disciplinaire de première instance ou de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre pendant une durée de trois ans ; les suivantes, la privation de ce droit à titre définitif. Le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme radié ne peut se faire inscrire à un autre tableau de l'ordre. La décision qui l'a frappé est portée à la connaissance des autres conseils départementaux et de la chambre disciplinaire nationale dès qu'elle est devenue définitive. Les peines et interdictions prévues au présent article s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la République. Si, pour des faits commis dans un délai de cinq ans à compter de la notification d'une sanction assortie d'un sursis, dès lors que cette sanction est devenue définitive, la juridiction prononce l'une des sanctions prévues aux 3° et 4°, elle peut décider que la sanction, pour la partie assortie du sursis, devient exécutoire sans préjudice de l'application de la nouvelle sanction » ;

Considérant que selon l'article L. 4124-8 du même code, « après qu'un intervalle de trois ans au moins s'est écoulé depuis une décision définitive de radiation du tableau, [le masseur kinésithérapeute] frappé de cette peine peut être relevé de l'incapacité en résultant par une décision de la chambre disciplinaire qui a statué sur l'affaire en première instance. La demande est formée par une requête adressée au président de la chambre compétente (...) » ;

Considérant qu'aux termes de l'article R. 4321-54 du code de la santé publique, « Le masseur-kinésithérapeute respecte, en toutes circonstances, les principes de moralité, de probité et de responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie » ; qu'aux termes de l'article R. 4321-77 du code précité, « Toute fraude, abus de cotation, indication inexacte des actes effectués ou des honoraires perçus, ou les deux simultanément, sont interdits » ; que l'article R. 4321-79 du même code dispose que « Le masseur-kinésithérapeute s'abstient, même en dehors de l'exercice de sa profession, de tout acte de nature à déconsidérer celle-ci » ;

Considérant que la section des assurances sociales de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes d'Aquitaine, dans sa décision du 12 mai 2014 qui est devenue définitive, a constaté que M. A. avait facturé grâce à l'utilisation de cartes d'autres professionnels, des actes alors qu'il se trouvait interdit d'exercer, avait facturé à tort, tantôt en utilisant sa carte, tantôt celle d'un autre professionnel, des actes ou des indemnités forfaitaires pour des soins ne faisant pas l'objet de prescriptions médicales ou pour des périodes allant au-delà de la prescription ou pour un nombre de prestations supérieur à celui prescrit ou dans des conditions donnant lieu à des majorations ou indemnisations ne résultant pas de la prescription, et avait facturé des actes fictifs ou procédé à une double facturation ; que ces faits, qui ne sont pas contestés par M. A., doivent donc être regardés comme établis ; qu'ils caractérisent un manquement aux obligations qui lui sont faites par les dispositions précitées du code de la santé publique ;

Considérant que M. A. a été condamné le 6 juillet 2012 par la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes de Midi-Pyrénées à raison de manquements aux mêmes dispositions, à une interdiction temporaire d'exercer pour une durée d'un an dont six mois avec sursis ; qu'il a été condamné une deuxième fois le 20 décembre 2012 à une interdiction d'exercer pendant un an pour violation de l'article R. 4321-67 du code de la santé publique, interdisant de pratiquer la masso-kinésithérapie comme un commerce ; qu'une troisième condamnation est intervenue le 10 décembre 2013 pour manquement aux obligations résultant de l'article R. 4321-54 du code de la santé publique, interdisant à M. A. d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant six mois ;

Considérant qu'aux termes du neuvième alinéa de l'article L. 145-2 du code de la sécurité sociale : « Les sanctions prévues au présent article ne sont pas cumulables avec les peines prévues à l'article L. 4124-6 du code de la santé publique lorsqu'elles ont été prononcées à l'occasion des mêmes faits. Si les juridictions compétentes prononcent des sanctions différentes, la sanction la plus forte peut être seule mise à exécution » ;

Considérant que la section des assurances sociales de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes d'Aquitaine a condamné M. A. à une interdiction du droit de dispenser des soins aux assurés sociaux pendant un an à raison des faits faisant l'objet de la présente plainte ;

Considérant que compte tenu en particulier du caractère récidivant de ces faits, qui révèlent une absence totale de respect de la part de M. A. de ses obligations déontologiques ainsi que des décisions juridictionnelles prises à son encontre tout autant que de sa patientèle, il y a lieu de prononcer à son encontre la radiation du tableau de l'ordre ;

D E C I D E :

Article 1er : Il est infligé à l'encontre de M. A. la sanction professionnelle de la radiation du tableau de l'ordre.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à M. A. et au conseil départemental de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes de la Haute-Garonne, ainsi qu'au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel le praticien poursuivi est inscrit au tableau, au directeur général de l'agence régionale de santé, au conseil national de l'ordre des masseurs kinésithérapeutes et au ministre chargé de la santé, en application de l'article R. 4126-33 du code de la santé publique.

Une copie de la présente décision sera adressée à la Caisse primaire d'assurance maladie dans le ressort duquel le praticien poursuivi est inscrit au tableau.

Délibéré après l'audience du 17 juin 2015, où siégeaient :

- M. Lacombe, rapporteur,
- Mme Rodriguez de Castro, M. Cariven et M. Rouquier, assesseurs,
- Mme Delbos, président,

Décision rendue publique le 1^{er} juillet 2015.

Le président,

Le greffier,

Françoise DELBOS

Laura BRESCON

La République mande et ordonne au préfet de la Haute-Garonne en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme
Le greffier,